



**HAL**  
open science

## S'engager à la Libération : l'exemple des jeunes socialistes

Virgile Cirefice

► **To cite this version:**

Virgile Cirefice. S'engager à la Libération : l'exemple des jeunes socialistes. Siècles : Cahier du centre d'histoire " Espaces et cultures ", 2019, La jeunesse s'engage ! Art et politique en France (XVIIIe-XXe siècles), 47. halshs-02474905

**HAL Id: halshs-02474905**

**<https://shs.hal.science/halshs-02474905>**

Submitted on 11 Feb 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **S'engager à la Libération : l'exemple des jeunes socialistes**

## **The youth commitment after the War: the example of the French Young Socialists**

Virgile Cirefice

### **Résumé**

À la Libération, les effectifs du mouvement de jeunesse de la SFIO croissent rapidement. Se posant en seuls représentants de la jeunesse ouvrière, les Jeunes socialistes construisent une identité forte, reposant sur des revendications ciblées – travail et loisirs des jeunes, question militaire – et un langage politique propre rejetant la synthèse socialiste entre tradition révolutionnaire et République. En effet, surtout à partir de 1946, ils choisissent une rhétorique nettement révolutionnaire et hostile à la participation ministérielle, n'hésitant pas à critiquer les ministres socialistes. Cette autonomie ne dure cependant qu'un temps car le conflit entre la volonté de renouvellement et le rôle subalterne auquel le parti le cantonne conduit à la dissolution du mouvement à l'été 1947.

### **Summary**

After the end of the Second World War, the Youth organization of the French Socialist Party grew quickly. Considering themselves as the unique representatives of the working class youth, they built a strong party identity based on specific claims – youth employment and leisure time, military issues. They created their own political language rejecting the traditional socialist compromise between the revolutionary and the republican traditions, choosing the former and unabashedly criticizing socialist ministers as a consequence. However, this relative autonomy quickly came to an end as the conflict between the will of innovation of the youth organization and the subordinate role the party wanted it to play soared : in June 1947, the Young Socialists are dissolved by the direction of the SFIO.

**Mots-clés** : Histoire politique, France, socialisme, SFIO, jeunes socialistes, Libération, années 1940.

**Key words**: Political history, France, socialism, SFIO, Young socialists, 1940's.

« "Moi la politique, ça ne m'intéresse pas !". Voilà, en résumé, ce que j'ai entendu de bon nombre de camarades. Eh bien, jeunes camarades, sachez que si tout le monde en avait dit autant et si vos ancêtres en avaient dit autant, à l'heure actuelle, vous n'auriez pas, premièrement, ce que vous aimez le mieux, votre modeste dimanche qui vous permet de vous amuser sagement et que vos congés payés obtenus grâce à notre grand Léon Blum, au lieu de les passer en campagne ou en villégiature parmi vos camarades, vous les passeriez à votre travail. Ne vivez pas comme des insensés qui profitent de la lutte de militants révolutionnaires. [...] Adhérez au Parti Socialiste. Là, vous verrez que chaque citoyen doit lutter pour défendre son pain quotidien ou bien une autre classe réactionnaire, qui vous a déjà fait voir ses dents, ne tardera pas à vous transformer en bêtes de somme<sup>1</sup>. »

S'exprimant dans le cadre d'une campagne de recrutement des Jeunes socialistes, Jean Nazé, membre du comité national, rend compte des défis auxquels fait face le mouvement : la Libération est présentée comme une conquête fragile et potentiellement éphémère qu'il convient de défendre. Dans un monde traversé par des courants antagonistes, pour les ouvriers, les étudiants, les apprentis, l'engagement n'est pas de l'ordre du choix mais bien du devoir ; c'est une nécessité pour ne pas voir la classe ouvrière reculer.

Le mouvement de jeunesse de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), fondé pour la première fois en 1913, a avant tout une fonction éducative. Il est censé fournir des cadres aguerris aux sections adultes et permettre d'initier les jeunes militants à la doctrine et aux pratiques socialistes. À la Libération, il est relancé par Daniel Mayer, le secrétaire du parti, lui-même ancien dirigeant JS : les effectifs augmentent rapidement et culminent quelques mois plus tard à environ 20 000 membres<sup>2</sup>, répartis dans 96 fédérations<sup>3</sup>, même si seules les plus grandes d'entre elles sont réellement actives.

Les nouveaux militants ont des parcours différents. Certains issus de milieux socialistes et n'avaient pas pu adhérer à cause de la période de clandestinité ; d'autres se sont politisés pendant la guerre, dans la Résistance ou au contact d'anciens socialistes. Enfin, les plus nombreux s'engagent dans les mois qui suivent la Libération, sans doute stimulés par l'effervescence politique de la période et la volonté de refonder le pays après une défaite politique et morale de grande ampleur.

---

<sup>1</sup> « Liberté, Égalité, Fraternité », Jean Nazé, *L'Avenir du Nord* (Journal de la fédération socialiste du Nord), 14 mars 1948.

<sup>2</sup> Il est difficile d'avoir des chiffres précis : un rapport des Renseignements généraux du 31 décembre 1947 avance le chiffre de 20 000 membres (Archives de la Préfecture de Police, 6 BA2319). Christine Bouneau dans *Socialisme et jeunesse en France, 1879-1969*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Pessac, 2009, p. 401, cite plusieurs responsables qui donnent alors des chiffres proches des 30 000 adhérents.

<sup>3</sup> Rapport du congrès de Perpignan, *Jeunesse*, 2 mai 1946.

La définition de la jeunesse est alors double : il s'agit d'abord de celle donnée par les statuts de l'organisation qui réservent l'adhésion aux jeunes de 14 à 25 ans, avec une dérogation jusqu'à 30 ans pour ceux qui occupent des responsabilités. Sauf pour les étudiants, assez peu nombreux, il s'agit, pour la majorité, d'actifs – le spectre social est assez large, des ouvriers aux fonctionnaires en passant par les petits employés et les artisans ; seule la composante paysanne est faible. La jeunesse n'est donc pas définie ici par l'extériorité au monde du travail<sup>4</sup>. Mais la jeunesse se caractérise aussi par l'inexpérience politique des militants car la période de clandestinité et la durée de la guerre font que quasiment tous les membres des Jeunesses socialistes adhèrent pour la première fois. Il s'agit donc de personnes pour qui le militantisme est une expérience récente et surtout qui n'ont pas vécu la Troisième République ou le Front Populaire dans les rangs du parti. Le constat est moins vrai pour le parti adulte qui conserve de nombreux cadres d'avant-guerre<sup>5</sup>, ce qui peut expliquer les divergences entre le parti et ses Jeunesses, où la volonté de rupture prévaut.

Malgré les déclarations des principaux dirigeants qui proclament l'unicité du socialisme, le mouvement de jeunesse fait entendre une voix dissidente et utilise des modes d'actions qui lui sont propres. Le mouvement est ainsi dissous en 1947 pour être recréé sur des bases plus étroites – 2000 adhérents environ<sup>6</sup> – et être repris en main par le parti adulte. Cette expérience assez brève est signifiante : souvent relue à l'aune des sympathies trotskystes de quelques-uns de ces dirigeants, on n'a sans doute pas assez insisté sur la volonté de rupture très grande habitant la jeunesse de la Libération qui rejette les compromissions de la Troisième République et souhaite une refondation de la vie politique dans son ensemble<sup>7</sup>.

## **Le mouvement de la jeunesse laborieuse**

Dans les représentations et les discours, l'engagement de la jeunesse socialiste n'apparaît jamais

---

<sup>4</sup> Sur les différentes définitions de la jeunesse, voir notamment le numéro de *Siècles* consacré à la jeunesse : Jean-Claude Caron (dir.), « Jeunesse et pouvoirs à l'époque contemporaine », *Siècle*, n° 28, 2008, Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka (dir.), *Jeunesse oblige, Histoire des jeunes en France XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, PUF, Paris, 2009 ainsi que le dossier coordonné par Ludivine Bantigny d'*Histoire@Politique* n°4, janvier-avril 2008, « Les jeunes, sujets et enjeux politiques (France, XX<sup>e</sup> siècle) ».

<sup>5</sup> Noëlline Castagnez, *Socialistes en République : les parlementaires SFIO de la IV<sup>e</sup> République*, Rennes, PUR, 2004, 413 p. et Gilles Morin, « Les socialistes et la société française », *Vingtième Siècle*, 24 octobre 2007, vol. 96, n° 4, p. 47-62.

<sup>6</sup> Noëlline Castagnez, « La SFIO et ses mouvements de jeunesse de 1945 à 1956 », dans Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello, *La formazione della classe politica in Europa (1945-1956)*, Lacaia, Rome, 2000, p. 212.

<sup>7</sup> Cette étude est menée à partir des sources policières (Archives de la préfecture de police), de documents produits par les Jeunesses socialistes (A.D. du Nord, Office Universitaire de Recherche Socialiste) et de la presse des JS : successivement *Jeunesse* (octobre 1944-octobre 1946), *Drapeau rouge* (octobre 1946 jusqu'à l'été 1947. La SFIO perd ensuite le contrôle du journal) et *Les Trois flèches* (à partir de décembre 1947).

comme celui d'une génération entière mais, au contraire, comme l'entrée en scène d'une partie trop souvent muette de la jeunesse et comme la revendication par la jeunesse laborieuse d'un espace politique. Dans le discours socialiste, la jeunesse, comme la société tout entière d'ailleurs, est très fortement clivée, entre une jeunesse ouvrière dont la fonction historique s'affirme en cette période de transition et une jeunesse favorisée, frivole et inactive qui s'arc-boute sur des privilèges dont les jours sont comptés. Très tôt, les dirigeants socialistes réclament même la fin de l'unanimité de façade arboré par les partis de la Libération. Davantage que la SFIO alors engagée dans un gouvernement commun avec le MRP, le PCF et des formations de moindre envergure, l'organisation de jeunesse réaffirme sa volonté de retracer des lignes de fracture entre les classes. C'est ainsi que Marcel Rousseau<sup>8</sup>, membre des JS, ancien résistant, s'exprimant en 1945 dans une réunion à la Sorbonne, explique :

« Camarades, depuis un an bientôt, nous ne faisons que piétiner. Toutes les bonnes raisons on nous les a sorties et parfois même nous avons consenti, on a continuellement cherché à nous noyer dans une fausse unanimité (applaudissements). La révolution, voyez-vous, elle ne se fera pas en se promenant gentiment d'anniversaires en reconstitutions historiques ou en proclamations tapageuses, mais vite il faut sortir enfin du marais, s'affirmer décidément et marcher hardiment (applaudissements)<sup>9</sup>. »

Ce discours s'inscrit dans la stratégie politique consistant à attirer de nouveaux adhérents au lendemain de la guerre alors que la concurrence d'autres organisations est féroce. Les Jeunes socialistes choisissent de fonder leur communication sur cette identité de jeunesse ouvrière, ce qui leur permet de se démarquer à la fois de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, qui est en réalité apparentée à d'autres organisations catholiques, et des communistes qui, avec l'Union de la Jeunesse Républicaine de France, ont fait le choix d'une organisation large, ouverte et interclassiste<sup>10</sup>.

Les socialistes se posent ainsi en uniques représentants de la classe ouvrière, s'attaquant à la JOC qui cache « son désir profond d'asservissement du prolétariat et dont la compromission avec le patronat, par la collaboration des classes, empêche la marche de la classe ouvrière vers

---

<sup>8</sup> Ancien résistant, dirigeant des JS, il quitte la SFIO au moment de la dissolution des JS et rejoint rapidement le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire avec Yves Déchezelles dont il était proche au Parti socialiste.

<sup>9</sup> Fondation Nationale des Sciences Politiques, Fonds Daniel Mayer, 3MA 5. « La cité de demain », conférence au grand amphithéâtre de la Sorbonne, 13 août 1945.

<sup>10</sup> Techniquement, la JOC est une organisation ouvrière, mais elle s'inscrit dans un réseau d'organisations chrétiennes qui visent à encadrer tous les pans de la société. Sur l'UJRF, voir : Guillaume Quashie-Vauclin, *L'Union de la Jeunesse Républicaine de France. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, Paris, L'Harmattan, 2009, 264 p.

son émancipation sociale<sup>11</sup> ». Mais de la même façon, elle attaque l'UJRF, accusée de se développer artificiellement en débordant sa base ouvrière et populaire. Il est ainsi reproché aux jeunes communistes de gonfler leurs effectifs en étant peu regardants sur le passé politique de leurs nouveaux militants. C'est un procédé fréquent au sein du parti socialiste, qui se présente à la Libération comme un parti neuf, capable d'éliminer ses éléments qui ont faibli ou trahi pendant l'Occupation, à la différence d'autres formations moins regardantes. Ainsi, le journal des jeunes socialistes, *Drapeau rouge* vise directement les communistes quand il écrit :

« Malgré la dépolitisation qui frappe la classe ouvrière, nous nous sommes renforcés numériquement et ceci sans avoir besoin de faire appel "à toute la jeunesse". Nous n'avons que faire des zazous bourgeois ou des gangsters de bon ton du marché noir<sup>12</sup>. »

À l'évidence, c'est un moyen de relativiser la différence d'effectifs entre les deux formations, mais cette attaque est très caractéristique de l'idée que les jeunes socialistes se font de leur engagement. Ils représentent la jeunesse laborieuse face à la bourgeoisie, qui s'incarne justement dans ces « zazous ». Véritable contre-modèle, cette figure archétypale apparaît fréquemment dans la presse socialiste. Oisif, insouciant car pouvant se permettre de l'être, profondément individualiste, le « zazou » n'a de but que la satisfaction immédiate de ses désirs ; c'est le contraire même du militant ouvrier vertueux. S'ajoute à cela une attitude loin d'être irréprochable pendant la guerre au cours de laquelle il a préféré les soirées mondaines du Paris occupé aux rigueurs de la Résistance.

C'est donc naturellement contre cette figure que se construit le système de représentations de l'organisation de jeunesse socialiste. Il s'agit parfois d'une critique directement politique, mettant en scène une bourgeoisie qui s'accroche à ses privilèges, inconsciente des transformations en cours et du passage de témoin entre une bourgeoisie capitaliste agonisante et un prolétariat dont la fonction historique s'affirme. La description d'une réunion tenue par deux anciens camelots du Roi met ainsi en scène un homme à la mode pour qui la politique est presque un loisir et un jeune homme maladif qui porte les stigmates de l'essoufflement de sa classe sociale :

« Un élégant zazou moustachu à l'américaine et une petite tête d'intellectuel binoclard et rachitique pourvue d'un crâne étroit que les sophismes maurrassiens suffisaient à combler, portrait vivant d'une bourgeoisie parvenue à son dernier stade de décadence et cherchant une échappée avec l'angoisse de la bête traquée<sup>13</sup>. »

---

<sup>11</sup> *Jeunesse*, 28 mars 1946.

<sup>12</sup> *L'Avenir du Nord*, 2 février 1947.

<sup>13</sup> *L'Avenir du Nord*, 3 mars 1946.

En d'autres cas, la critique se fait moins politique et se déporte sur le terrain de la morale : les jeunes bourgeois sont jugés sévèrement pour leurs entorses calculées à la bienséance et leur sensibilité aux modes – comme en témoigne la moustache américaine du zazou – s'opposant à la simplicité laborieuse censée caractériser le prolétaire. Ainsi, dans un article moquant la « mode » de l'existentialisme, peut-on lire :

« Et si vous rencontrez, à la sortie du Tabou un groupe de jeunes gens et de jeunes filles dont la large chemise à carreaux s'ouvre d'un air débraillé, dont les cheveux en broussaille rappellent ceux des vagabonds qu'on rencontre sous les ponts, aux souliers recouverts presque jusqu'aux talons de leurs chaussettes multicolores et que dans le groupe vous voyez des jeunes filles mal peignées, sans maquillage, habillées en homme et fumant la pipe, ne cherchez plus, vous êtes en présence d'une bande d'existentialistes<sup>14</sup>. »

Apparaît ici un thème central dans la rhétorique des JS qui fait de l'exemplarité et de la moralité les qualités premières d'un bon militant. Il n'est donc pas surprenant que le clivage avec la jeunesse bourgeoise passe aussi par ce biais : sans mission historique et sans conscience morale, cette dernière est vouée à la défaite.

L'engagement des jeunes militants passe donc par l'exemple car une attitude inadaptée ferait du tort au parti. Cette conception n'est d'ailleurs pas le propre des JS et se retrouve souvent dans d'autres mouvements de jeunesse. L'exemplarité du militant doit se manifester dans tous les domaines de la vie sociale : à l'usine, il se doit d'être le meilleur, pour ne pas laisser penser que le Socialisme est une doctrine de fainéants envieux ; dans sa vie amoureuse et sentimentale, il se pliera à la morale la plus stricte, coupant court à l'accusation de socialisme hédoniste conduisant à la dissolution de la famille. C'est ce que synthétise Lucienne Lemoine, une des femmes les plus en vue des JS :

« Il nous faut entreprendre partout une campagne de désintoxication, et nous ne parviendrons à mener cette tâche à bien que si nous savons nous révéler les meilleurs partout, à l'usine, au bureau, à l'atelier, aux AJ<sup>15</sup> [Auberges de Jeunesse] comme au syndicat, si nous apportons chaque jour la preuve qu'être socialiste cela signifie être moral et donner l'exemple<sup>16</sup>. »

Cette exemplarité, ce sens des responsabilités et des contraintes de la période, doivent permettre de légitimer le combat des jeunes socialistes et de le distinguer des revendications

---

<sup>14</sup> *L'Avenir du Nord*, 7 novembre 1948.

<sup>15</sup> Les liens avec les réseaux ajistes semblent assez développés, héritage, peut-être des réseaux du Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau-Pivert, bien implanté chez les jeunes.

<sup>16</sup> « Donnons l'exemple », *Jeunesse*, 21 juin 1945.

inconséquentes de la jeunesse favorisée qui ne raisonnerait qu'en termes de conflit de génération. À l'inverse, dans un parti comme la SFIO où l'ancienneté et l'expérience militante fondent une grande partie de la légitimité des adhérents, les jeunes affirment clairement que leurs adversaires ne sont pas les générations précédentes mais bien la bourgeoisie. Ils condamnent ainsi ce qu'ils considèrent comme le slogan d'une jeunesse dorée faussement révoltée :

« La formule célèbre "Tuer les vieux, jouir" a pu traduire les aspirations immorales d'une certaine jeunesse, celle des rejetons d'une bourgeoisie décadente. Ce n'est point, ce ne fut jamais celle de notre jeunesse, je veux dire d'une jeunesse laborieuse qui sait, en raison de son labeur même, que l'expérience est le fruit d'un long apprentissage<sup>17</sup>. »

### « L'asphyxiant univers des devoirs » : les revendications de la jeunesse socialiste

Théoriquement, les jeunes socialistes ne sont pas censés prendre des positions autonomes, surtout si elles sont en désaccord avec la ligne officielle du parti. Or, depuis la création du mouvement de jeunesse en 1913, les conflits n'ont pas manqué et ont conduit le parti à le dissoudre à plusieurs reprises<sup>18</sup>. À la Libération, la règle est clairement inscrite dans les statuts, dans l'espoir de limiter les prises de position dissidentes<sup>19</sup>, ce qui se révèle une nouvelle fois sans effet. Le mouvement de jeunesse prend des positions parfois plus audacieuses que le parti et va même jusqu'à polémiquer violemment contre le gouvernement qui comprend pourtant plusieurs socialistes.

Pour un mouvement se considérant comme celui de la jeunesse ouvrière, il apparaît logique que les principales revendications s'articulent autour des conditions de travail et notamment autour de la question de l'organisation de l'apprentissage. Celle-ci revient périodiquement car les apprentis ne sont pas protégés par un texte normatif spécifique et leurs salaires sont souvent dérisoires. Le mouvement réclame aussi un effort en direction du temps libre des jeunes ouvriers, dans la lignée des réformes du Front Populaire et de l'action du sous-secrétaire d'État aux Loisirs et aux Sports, Léo Lagrange, dont la mémoire est fréquemment évoquée à la Libération. Il s'agit à la fois d'instaurer deux semaines de congés supplémentaires pour les jeunes, afin qu'ils puissent profiter aussi de l'hiver, et surtout d'obtenir de l'État la construction d'infrastructures, permettant à la jeunesse ouvrière de s'adonner au sport sans devoir louer des

---

<sup>17</sup> « L'ambition n'est pas l'arrivisme », Jacques Valjean, secrétaire à la propagande de la Fédération de la Seine du Parti socialiste, *Jeunesse*, 27 octobre 1944.

<sup>18</sup> À ce propos, voir Christine Bouneau, *Socialisme [...]*.

<sup>19</sup> Sur ces questions, voir notamment : Noëlline Castagnez, *La SFIO [...]*.

structures coûteuses. La question des loisirs fait l'objet d'une communication importante avec l'utilisation habituellement assez rare chez les socialistes de petites brochures illustrées, qui tranchent avec les habituels tracts aux textes très denses, ce qui prouve le soin tout particulier apporté à la communication politique en direction des jeunes<sup>20</sup>.

La question des loisirs et du temps libre reparaît sous une autre forme au moment des débats sur le service militaire en 1948. Les jeunes socialistes se déclarent alors hostiles à son allongement à dix-huit mois<sup>21</sup> et surtout à la préparation militaire, vue comme une limitation du temps libre<sup>22</sup>. Ces revendications rencontrent aussi les courants pacifistes du parti qui sont certes moins forts qu'avant la guerre, mais dont l'influence se maintient, notamment parmi les jeunes, en ces temps de guerres coloniales. Les JS ne manquent pas d'attaquer le chauvinisme de la classe politique française lors des campagnes qu'ils mènent en faveur de la réduction de la durée du service militaire<sup>23</sup>.

Mais c'est surtout la question coloniale, et plus particulièrement indochinoise, qui concentre les attaques contre l'armée : moins contraints que leurs aînés qui participent au gouvernement et gèrent parfois directement la crise indochinoise<sup>24</sup>, les jeunes socialistes donnent libre cours à un anticolonialisme qui confine parfois à l'antimilitarisme. Comme le note Pierre Mauroy dans ses souvenirs de jeunesse,

« Le pays célébrait avec ferveur ses retrouvailles avec l'armée. [...] Le parti, qui s'en était toujours méfié, avait initié sa réconciliation avec elle. Pas les JS : pour le mouvement, l'armée n'avait pas changé de rôle : force de classe, de répression au service du capitalisme elle avait été, force de classe, de répression, elle demeurerait<sup>25</sup>. »

Ainsi, lors du très houleux congrès de Montrouge de 1947, la salle s'embrase quand un délégué propose de rendre hommage à l'armée française qui lutte en Indochine et la motion est

---

<sup>20</sup> Par exemple : « A quoi rêvent les jeunes ? », brochure illustrée en couleur du Parti Socialiste SFIO, fin des années 1940. A.D. des Ardennes, 1695W317, RG – SFIO. S'appuyant sur les réalisations du Front Populaire, le fascicule rappelle à la fois la réduction du temps de travail et la tentative d'organisation des loisirs, souhaitant voir ces réformes amplifiées.

<sup>21</sup> Depuis 1946, la durée du service militaire était de douze mois.

<sup>22</sup> Par exemple, dans un article de *L'Avenir du Nord* du 18 avril 1948, Pierre Bérégovoy, alors membre du comité national des JS, s'insurge contre le projet de préparation qui prévoyait des activités régulières pendant trois ans : les deux premières années, assurées par un civil, consistaient surtout en des heures de sport mais la troisième initiait au maniement des armes sous le commandement d'officiers.

<sup>23</sup> Lors du congrès de Montrouge, en 1947, les JS organisent un défilé au cours duquel on peut voir les pancartes suivantes : « Le service militaire à six mois » ; « Diminution massive des crédits militaires » ; « À bas la préparation militaire obligatoire » (Archives de la Préfecture de Police, 7 BA2320, rapport des RG, 6 avril 1947).

<sup>24</sup> C'est par exemple le cas de Marcel Moutet, ministre de la France d'Outre-mer sous les gouvernements Gouin, Bidault I, Blum III et Ramadier, soit du début de l'année 1946 à l'automne 1947.

<sup>25</sup> Pierre Mauroy, *Héritiers de l'avenir*, Stock, Paris, 1977, p. 55.

violemment rejetée<sup>26</sup>. Au contraire, les JS impriment et placardent largement des papillons proclamant :

« Pas un sou, pas un homme pour l'Indochine. On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour les planteurs de caoutchouc<sup>27</sup>. »

Les attaques se concentrent contre Thierry d'Argenlieu, tenu responsable de la dégradation de la situation, et contre les colons « qui n'ont pas encore compris qu'est fini le règne des négriers<sup>28</sup> ». Or, à une période où les tensions culminent au gouvernement à propos de l'Indochine, voir le mouvement de jeunesse refuser la guerre et aller jusqu'à manifester une certaine sympathie pour Hô Chi Minh<sup>29</sup> apparaît à bien des socialistes comme une insupportable provocation, ce qui explique en partie la crise de l'été 1947.

Enfin, la question de la sexualité est plus ambiguë : on l'a dit, la morale prend une place importante dans le discours des jeunes et pour se distinguer de la jeunesse bourgeoise, on exige un comportement exemplaire. Dans son livre sur le socialisme et la sensualité, Thomas Bouchet souligne d'ailleurs que cette position est caractéristique de toute la gauche de l'époque et n'est pas propre aux socialistes : « Tout comme pendant l'entre-deux-guerres, la posture moralisante de la SFIO au sortir de la Seconde Guerre mondiale est proche de celle du PC. Le militant socialiste doit lui aussi se montrer irréprochable et insensible aux tentations<sup>30</sup> ».

Cette « posture moralisante » s'articule avec l'idée d'exemplarité déjà évoquée : le jeune prolétaire a d'autres préoccupations. Cela apparaît aussi comme le plus sûr moyen de recruter des jeunes filles qui pourraient être effrayées par la mixité des réunions. Lucienne Lemoine s'attache à lever ces craintes dans un article qui montre bien combien la position socialiste est modérée sur la question, réaffirmant en creux la centralité du mariage<sup>31</sup> :

« Rassure-toi, chez nous, il n'y a pas de "flirteuse", elles n'y ont pas leur place et lorsque par hasard, il s'en trouve une, elle comprend très vite qu'on a autre chose à faire, aux jeunes, qu'à passer son temps avec des coquettes. Mais si, par hasard, deux JS se plaisent et finissent

---

<sup>26</sup> Motion proposée par De Bernardi (Oise), *Le Drapeau Rouge*, 10 avril 1947.

<sup>27</sup> Pierre Mauroy, *Héritiers [...]*, p. 57.

<sup>28</sup> Motion votée par la section JS de Tavaux-Damparis, *Le Drapeau Rouge*, 16 janvier 1947.

<sup>29</sup> Le journal *Jeunesse* lui avait par exemple largement ouvert ses colonnes pour une longue interview, le 29 août 1946, intitulée « République du Viêt-Nam ou conquête coloniale ».

<sup>30</sup> Thomas Bouchet, *Les fruits défendus : socialismes et sensualité du XIXe siècle à nos jours*, Stock, Paris, 2014, p. 213.

<sup>31</sup> Sur les couples militants voir : Eric Belouet, « Le couple jociste », in Bruno Duriez, Étienne Fouilloux, Alain-René Michel, Georges Mouradian, Nathalie Viet-Depaule (dir.), *Chrétiens et ouvriers en France, 1937-1950*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, coll. « Patrimoine », 2001, p. 86-99.

par se marier, eh bien nous nous en réjouissons, et tu seras de notre avis, car quoi de plus normal !<sup>32</sup> »

Malgré tout, cette position collective du parti ne doit pas faire oublier qu'existent des voix dissidentes même si elles s'expriment en termes assez mesurés. Ainsi, dans le *Bulletin Intérieur des Jeunesses Socialistes*, André Dunoyer<sup>33</sup> entreprend d'analyser « la fonction sociale de la morale ». Dans cet article, il reconnaît que la position du parti sur les questions de la morale et de la famille est en partie dictée par des raisons stratégiques :

« Nous ne nous faisons pas d'illusions sur la morale bourgeoise, nous la combattons, mais nous ne pouvons nous tenir en dehors d'elle. Elle est une émanation du régime et tous les membres de la société en sont imprégnés. C'est ainsi que pour gagner la confiance des ouvriers, nous ne pouvons nous présenter comme des êtres dissemblables.<sup>34</sup> »

Il attaque ensuite les « moralistes » de son époque qui prétendent que « la famille actuelle revêt sa forme idéale et ne pourra plus se transformer », alors qu'elle n'est, à son sens, que le reflet d'une organisation socio-économique en voie de disparition. Il appelle donc de ses vœux une nouvelle forme de famille – sur laquelle, néanmoins, il s'étend assez peu – qui permettra à l'homme de « librement laisser s'épanouir ses sentiments ». Cette dernière formule reste évasive mais elle suppose, dans un article qui critique par ailleurs violemment la morale bourgeoise, la revendication d'un espace de liberté supplémentaire. Ce n'est, du reste, pas la première fois qu'un dirigeant socialiste s'écarte, sur ces questions, des positions de son parti : que l'on songe par exemple au *Du mariage* du jeune Léon Blum<sup>35</sup>.

Cet article apparaît ainsi comme une rébellion contre ce que Silvio Lanaro a appelé « l'asphyxiant univers des devoirs<sup>36</sup> » dans lequel évolue la jeunesse de la Libération et dont la remise en cause est à l'origine des revendications que l'on a évoquées. L'historien italien fait ainsi référence aux normes qui pèsent sur la jeunesse, à la fois dans le monde professionnel, dans la société, dans la famille et dont la contestation, malgré le projet de certains pans de la Résistance, n'aboutit pas avant les années 1960.

## **Violences politiques et mythologies révolutionnaires**

---

<sup>32</sup> *Jeunesse*, 6 septembre 1945.

<sup>33</sup> André Dunoyer – pseudonyme d'André Essel (1918-2005), résistant, membre du Parti communiste internationaliste puis des JS de la Seine, dont il devient responsable puis secrétaire national en 1946 jusqu'à la dissolution. Il rejoint après son exclusion le RDR. En 1954, il cofonde la FNAC avec Max Théret.

<sup>34</sup> N° 8, septembre-octobre 1945.

<sup>35</sup> Léon Blum, *Du mariage*, Paris, 1907.

<sup>36</sup> Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, Marsilio, Venise, p. 303, [« *Asfissiante universo postbellico dei doveri* »].

Peut-être plus sensibles que leurs aînés aux mutations culturelles de l'après-guerre, les jeunes socialistes tentent, essentiellement dans un but de recrutement et de communication, de politiser les loisirs et de s'adapter à la culture de masse naissante. On a déjà évoqué les opuscules illustrés sur la question des loisirs, mais on peut aussi remarquer la part croissante que prennent les illustrations dans la presse : dessins humoristiques, petites bandes-dessinées politiques, etc. Les journaux s'inspirent aussi des techniques de la presse grand public. Ainsi, la dernière page de *Jeunesse* devient *Jeunesse magazine*, une page qui tranche avec le reste du journal par ses textes réduits à l'essentiel pour laisser place à de larges reportages photos, sans doute imaginés pour attirer un public plus nombreux.

De même, sont organisés des événements qui tendent à mêler loisirs et activités politiques. Par exemple, *Jeunesse* propose chaque année un « bal des Catherinettes » pour les célibataires, qui est associé à une petite réunion publique<sup>37</sup>. Ces bals sont considérés par le parti comme l'un des moyens les plus sûrs de recruter de nouveaux militants, et le mélange des loisirs et de la politique ne semble pas poser de problème. Un rapport à la fédération du Nord sur une soirée dansante organisée à La Sentinelle en mars 1945 décrit la salle de bal qui « était décorée de notre cher Léon Blum, de nos regrettés R. Salengro et J. Jaurès et aussi notre maire décédé François Durieux<sup>38</sup> ». Sur le même principe, les fédérations qui en ont les moyens promeuvent des projections cinématographiques gratuites ou à prix réduits et profitent de l'entracte pour un court discours. On ne saurait non plus oublier le poids des Auberges de Jeunesse qui s'inscrivent dans cette logique tout en élargissant le réseau militant du parti. Elles sont considérées par les dirigeants comme « la véritable école du socialisme appliqué », permettant de transposer l'« idéal sur un plan pratique<sup>39</sup> ».

Une autre spécificité des jeunes réside dans l'usage qu'ils font de l'espace public. Le parti socialiste a toujours été friand de défilés et de commémorations mais le mouvement de jeunesse semble vouloir accentuer encore cet aspect du militantisme. Cela est renforcé par l'uniforme dont le mouvement se dote et qu'il encourage ses membres à arborer : une chemise bleue, une cravate rouge et un brassard orné des trois flèches, le symbole du parti. Ceux-ci se prêtent volontiers à des phénomènes de territorialisation concurrente, défiant leurs adversaires – tant

---

<sup>37</sup> *Jeunesse*, 17 novembre 1944 : « Catherinettes, vous viendrez toutes au grand bal de nuit, organisé par Jeunesse le 25 novembre 1944 dans la grande salle de la Mutualité. Unique à Paris : 500 soldats français et alliés vous feront danser ! Grand concours de bonnets présidé par Tanguy Prigent, ministre de l'agriculture ».

<sup>38</sup> A.D. du Nord, Fonds PS, 119 JS.

<sup>39</sup> « La vie d'auberge, école du collectivisme », Renée Lhospitalier, *Jeunesse*, 2 mars 1945.

de droite que de gauche, les jeunes socialistes n'ayant pas, même au plus fort de la crise de 1947, de sympathie pour les communistes – pour l'occupation de l'espace public. C'est notamment visible dans les quartiers où la densité de militants est forte, comme le Quartier latin. Ainsi, alors que le parti socialiste est, de ce point de vue, porté à la retenue et condamné sans détours l'usage de la violence – héritage des années 1930 et conséquence de la présence continue d'un socialiste au ministère de l'Intérieur pendant la période –, les jeunes se montrent plus enclins aux violences politiques. L'autre nouveauté est que ces événements sont revendiqués dans la presse et ne font pas l'objet d'une dissimulation. Par exemple, une réunion d'anciens Camelots du roi est interrompue et Maurice Brassart<sup>40</sup>, lui-même arrêté à la suite des échauffourées, relate l'événement avec fierté dans *L'Avenir du Nord* :

« Après avoir entendu pendant une demi-heure [leurs] élucubrations, nos camarades jugèrent que la plaisanterie avait assez duré. L'Internationale retentit et, cinq minutes plus tard, les fascistes se retrouvaient sur le bitume, les mâchoires endommagées et les reins endoloris... [...] "Point de liberté pour les ennemis de la liberté" a dit Robespierre. Que partout nos JS s'organisent. Nos camarades allemands et italiens ont longtemps hésité à répondre à la violence par la violence. Ils l'ont payé cher. Mais nous, nous saurons couper le mal à la racine<sup>41</sup>. »

Les JS se distinguent, enfin, par la symbolique qu'ils mettent en avant, non sans une claire volonté de choquer. Alors que la SFIO, se rapprochant du MRP, est contrainte par sa participation gouvernementale de modérer sa rhétorique révolutionnaire, le mouvement de jeunesse donne dans la surenchère, quitte à provoquer de graves crises. Du point de vue symbolique, il remet en cause la synthèse entre symboles républicains et révolutionnaires, en refusant ostensiblement de reprendre les premiers. Se réclamant du drapeau rouge, le seul drapeau de la classe ouvrière, les dirigeants les plus virulents n'hésitent pas à railler les symboles nationaux. Ainsi, Dunoyer, lors d'une commémoration de la Commune de Paris au Père-Lachaise, attaque les communistes, coupables, selon lui, d'être venus au même endroit « avec le torchon tricolore utilisé par Thiers et en chantant la *Marseillaise*, ce chant chauvin et belliqueux<sup>42</sup> ». Dans un parti qui prône, avec Jaurès, la synthèse entre tradition révolutionnaire et République, entre patriotisme et internationalisme, et qui insiste sur son action résistante pendant la guerre, le geste est perçu pour ce qu'il est, une provocation. C'est le dernier épisode d'une controverse jalonnée de plusieurs éclats qui conduit le mouvement à la dissolution.

### **1947 : Montrouge et la dissolution des Jeunesses Socialistes**

---

<sup>40</sup> Responsable national à l'éducation des JS.

<sup>41</sup> *L'Avenir du Nord*, 3 mars 1946, « Échec au fascisme », Maurice Brassart.

<sup>42</sup> Archives de la Préfecture de Police, 7 BA2320, rapport des RG, 6 avril 1947.

Après un dernier congrès houleux à Montrouge en avril 1947<sup>43</sup>, la SFIO prend la décision de dissoudre son organisation de jeunesse, accusée de collusion avec les trotskystes du Parti communiste internationaliste au mois de juin de la même année. Le trotskisme de certains des dirigeants ne suffit pas à expliquer les divergences qui existent entre les Jeunesses et le parti adulte : si les liens de certains dirigeants avec le PCI semblent prouvés – André Dunoyer en tête –, il faut toutefois noter que les décisions de la direction des JS sont entérinées par des congrès représentatifs des différentes fédérations<sup>44</sup>. La déviation trotskyste est donc un prétexte fort utile pour reprendre le contrôle d'une organisation qui échappe à la tutelle du parti. Il est en effet utile de rappeler que la dissolution n'est pas une première au sein de la SFIO où les relations entre le parti et l'organisation de jeunesse ont souvent été orageuses.

Pour des jeunes socialistes qui revendiquent leur identité ouvrière, qui n'ont pas vécu la défense de la République dans les années 1930 et pour qui la violence peut être un mode d'action légitime, la SFIO apparaît comme trop timorée et les combinaisons parlementaires qui ont suivi le départ des communistes du gouvernement rappellent la fin de la III<sup>e</sup> République. En outre, la jeunesse ouvrière est la première concernée par les difficultés de l'époque comme le chômage et le manque de logements.

Enfin, il existe une incompatibilité de fond entre la mission que la Jeunesse socialiste s'assigne – celle d'« une avant-garde politique<sup>45</sup> » – et le rôle de simple école de cadres auquel la direction de la SFIO voudrait la cantonner. Bien loin de cette relation de subordination, le mouvement de jeunesse revendique un rôle d'aiguillon du socialisme, en raison même de la jeunesse de ses membres :

« De même qu'en chimie les corps manifestent au moment où ils prennent naissance une exaltation de leurs propriétés, la jeunesse, lorsqu'elle naît à la vie publique, est douée d'une sorte de surpuissance créatrice. Remettant tout en discussion, n'acceptant pas de vérité d'évangile – cet évangile fût-il socialiste –, bousculant les dogmes, mettant si besoin est, les pieds dans le plat, la jeunesse doit être capable de nous frayer la voie vers de nouvelles structures<sup>46</sup>. »

Il existe ainsi une tension fondamentale entre, d'une part, cette propension à se penser comme

---

<sup>43</sup> Pierre Mauroy, *Héritiers [...]*, en donne une description mouvementée. Voir aussi : Jean-Jacques Ayme, *Jeunesses socialistes, 1944-1948. Socialisme contre Social-démocratie*, Amalthée, Nantes, 2009 ; Christine Bouneau, *Socialisme [...]* et : Noëlline Castagnez, *La SFIO [...]*.

<sup>44</sup> Sur ces questions voir Christine Bouneau, *Socialisme [...]* p. 409-15.

<sup>45</sup> « Les pieds dans le plat », Georges Cahn, *Jeunesse*, 3 novembre 1944.

<sup>46</sup> *Ibid.*

l'avant-garde, à mettre en avant le lien qui existe entre la jeunesse et le futur – « un parti sans jeunesse est un parti sans avenir », se plaît-on à répéter, citant Léon Blum –, à se présenter comme la génération qui mènera à bien la transformation socialiste de la société et, d'autre part, le poids de l'ancienneté et de la tradition au sein de la SFIO, l'absence d'autonomie du mouvement de jeunesse<sup>47</sup> à qui toute expression propre est refusée. Il faut donc voir dans le congrès de Montrouge l'un des épisodes de l'hémorragie militante de la SFIO des années 1940. Certes, le départ des adhérents est plus massif, soudain et médiatisé que la plupart des démissions individuelles, mais il s'inscrit sans doute dans la même logique : malgré le changement de direction au sein de la SFIO et le remplacement de Daniel Mayer par Guy Mollet, le parti se montre incapable de réaliser la société sans classe qu'il appelle de ses vœux et dépeint dans ses journaux. L'équilibre instable entre la tradition républicaine et l'héritage révolutionnaire est rompu au profit de la première, ce qui conduit une frange importante de la SFIO, sa jeunesse en tête, à quitter le parti<sup>48</sup>.

---

<sup>47</sup> C. Bouneau, *Socialisme [...]*, p.408, cite plusieurs dirigeants du parti au moment de la crise de Montrouge : Oreste Capocci voit les JS comme des « groupes d'exécution », Victor Provo leur rappelle qu'ils doivent « calquer leur politique sur celle du Parti » et Salomon Grumbach qu'ils « n'ont à faire aucune politique ni à constituer un parti à part ».

<sup>48</sup> Plusieurs des dirigeants comme André Dunoyer ou Marcel Rousseau rejoignent ensuite le RDR, avec Yves Déchezelles, qui était l'un de leurs soutiens au sein de la direction de la SFIO.